

Le nouveau Code du Travail démontre la duplicité du président Nazarbaev

12 mars 2012

Tout de suite après le massacre de Zhanaozen, Nursultan Nazarbaev a visité la région, où il a blâmé les autorités locales et la direction de l'entreprise pour avoir mal géré la situation. Il a été assez loin, jusqu'à dire que les revendications des grévistes étaient « justifiées ». Le 17 février, il a signé une série d'amendements au Code du Travail du pays. Ceci, selon lui, « pour améliorer la régulation juridique des relations de travail en prenant en compte les standards internationaux, ainsi que pour renforcer les formes et méthodes de partenariat social existantes et assurer les droits des employés ».

Les partisans et les apologistes du régime ont vanté les mérites de cette déclaration pour montrer que la politique d' « engagement » avec le régime apporte des avantages. Ils tentent de présenter les choses comme si un gouvernement de bonne volonté essayait d'améliorer la situation. Cependant, à part l'introduction de nouvelles sections sur les responsabilités de santé et de sécurité et sur l'attestation des qualifications des travailleurs, les amendements ont été faits dans l'intention de renforcer la position des employeurs, naturellement au détriment de la force de travail.

Paradoxalement, en proposant ces amendements, Nazarbaev a confirmé ce que les travailleurs du pétrole en grève disent depuis le début du conflit. Ils disent que la cour a eu tort de déclarer leur grève illégale, et que beaucoup de décisions prises par les employeurs n'ont pas de base légales. A présent, pour chacune des questions identifiées par les travailleurs, un amendement a été passé pour assurer que si la même situation se reproduisait, les employeurs auraient un Code du Travail qui les appuie clairement.

Qu'est-ce qui a changé?

Un certain nombre d'amendements apparemment mineurs ont ouvert la porte aux employeurs pour augmenter la charge de travail du personnel, réduire les salaires pour les heures supplémentaires et augmenter le nombre de raisons pour lesquelles un employé peut être licencié. Un des amendements réduit les droits des femmes enceintes au travail pendant qu'un autre, scandaleusement, étant donné que beaucoup de travail au Kazakhstan se fait dans des conditions dangereuses, supprime l'obligation pour l'employeur de payer l'assurance médicale – cela devient une tâche sur base de volontariat.

Le fonctionnement des syndicats est rendu encore plus difficile : maintenant les employeurs seront responsables de collecter les cotisations syndicales, ce qui leur donne un contrôle direct sur les revenus du syndicat. Alors qu'avant, le droit d'un syndicat à négocier en défense des travailleurs était inscrit dans le Code, maintenant, plusieurs changements d'apparence superficielle réduisent le rôle des syndicats dans les négociations et donnent aux employeurs plus de flexibilité pour faire pression sur les accords collectifs. Si avant, une conférence syndicale pouvait décider d'appeler à une grève si une majorité de délégués soutenait l'appel, désormais, une majorité de deux tiers des délégués sera requise.

Mais le changement décisif est sur le rôle des cours. Alors qu'auparavant, il n'était pas spécifié qui devait aller devant le tribunal pour déclarer une grève illégale, maintenant l'employeur et le bureau du procureur peuvent tous deux le faire. Les travailleurs et les syndicats n'ont pas le droit réciproque de demander à la cour de déclarer l'action d'un employeur illégale. Le Code a aussi changé pour autoriser les employeurs à licencier les représentants syndicaux impliqués dans les négociations, licencier les travailleurs participant à une « grève illégale » et déclarer un lockout – tout cela étant interdit par le précédent Code du Travail.

La façon dont le nouveau Code du Travail a été voté dans le Mazhalis (parlement) est aussi indicatif de l'état des choses dans ce pays autoritaire. Il n'y a pas eu de discussion ouverte sur les réformes dans le pays, elle ont été votées en quelques semaines avec le soutien des trois partis parlementaires, dont le « Parti Communiste du Peuple » pro-Nazarbaev, et avec le soutien de la Fédération des Syndicats contrôlée par l'Etat et de la « Confédération des Syndicats Libres » pro-Nazarbaev. Alors que le régime du Kazakhstan présente ces nouvelles lois comme le mettant en conformité avec les meilleures pratiques internationales modernes, ces changements montrent encore davantage que, consciemment et intentionnellement, il manque à beaucoup des conditions requises par l'Organisation Internationale du Travail et à d'autres traités internationaux.